



ELECTION DU PRESIDENT, DU VICE-PRESIDENT ET MEMBRES DU BUREAU METROPOLITAIN

RECEPISSE DE DEPOT

Le Préfet,

Certifie avoir reçu :

- Le procès-verbal de l'élection du Président et du Vice-Président ;
- La feuille de proclamation annexée au procès-verbal de l'élection ;
- Délibération n° 1 - Election du Président du Pôle métropolitain ;
- Délibération n° 2 - Détermination du nombre de Vice-présidents du Pôle métropolitain ;
- Délibération n° 3 - Election du Vice-président du Pôle métropolitain ;
- Délibération n° 4 - Composition du Bureau du Pôle métropolitain ;
- Délibération n° 5 - Election des membres du Bureau du Pôle métropolitain ;
- Délibération n° 6 – Délégation du Conseil métropolitain du Pôle métropolitain au Président ;
- Délibération n° 7 – Délégation du Conseil métropolitain du Pôle métropolitain au Bureau
- Délibération n° 8 - Renonciation au versement des indemnités de fonctions du Président, du Vice-président et des délégués métropolitains ;

Fait à Nice le,

Le Préfet,

Bernard GONZALEZ

DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANCAISE

Communes de 1 000 habitants et plus

ARRONDISSEMENT
DE GRASSE

POLE METROPOLITAIN CAP AZUR

Election du Président et des
Vice-Présidents

Effectif légal du
Conseil métropolitain
20

PROCES-VERBAL

DE L'ELECTION DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS

Nombre de délégués
en exercice
20

L'an deux mille vingt-deux, le dix du mois de janvier, à seize heures, en application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), s'est réuni le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, Espace du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes.

Etaient présents les délégués métropolitains suivants (indiquer les nom et prénom d'un délégué par case) :

JEAN LEONETTI	LIONNEL LUCA	THIERRY OCCELLI
JEAN PIERRE DERMIT	FREDERIC POMA représentant KEVIN LUCIANO	GILBERT HUGUES représentant JOSEPH CESARO
DAVID LISNARD	CHRISTOPHE FIORENTINO	SEBASTIEN LEROY
RICHARD GALY	MURIEL DI BARI représentant MICHELE TABAROT	
CHRISTIAN ORTEGA représentant JEROME VIAUD	Philippe SAINTE ROSE FRANCINE représentant JEAN MARC DELIA	
PIERRE CORPORANDY	JEAN PAUL DAVID représentant CHARLES ANGE GINESY	

Absent¹ :

- ERIC MELE, YVES PIGRENET, SOPHIE ROHFRITSCH, MICHELE PAGANIN, PIERRE ASCHIERI

1. Installation des délégués métropolitains¹

La séance a été ouverte sous la Présidence de M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge du Pôle Métropolitain. Il intervient suite à la création du Pôle métropolitain CAP AZUR par arrêté préfectoral du 22 juin 2018.

Monsieur Sébastien LEROY a été désigné en qualité de secrétaire par le Conseil métropolitain (art. L. 2121-15 du C.G.C.T.).

2. Election du Président

2.1. Présidence de l'assemblée

Le Doyen d'âge (art. L. 2122-8 du C.G.C.T.) de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Pôle métropolitain a procédé à l'appel nominal des membres du Conseil métropolitain, a dénombré 15 délégués présents et a constaté que la condition de quorum posée à l'article L. 2121-17 du C.G.C.T. était remplie².

Il a ensuite invité le Conseil métropolitain à procéder à l'élection du Président. Il a rappelé qu'en application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-2, L. 2122-4 alinéa 1, L. 2122-7, L. 2122-8 et L. 2122-10 du C.G.C.T., le Président est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les délégués métropolitains du Conseil métropolitain. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

2.2. Constitution d'un bureau

Le Conseil métropolitain a désigné deux assesseurs au moins : Frédéric POMA et Richard GALY.

¹ Ce paragraphe sera supprimé lorsque l'élection du Président et des Vice-Présidents a lieu en cours de mandature.

² Majorité des membres en exercice du Conseil Communautaire ou nouvelle convocation sans condition de quorum.

2.3. Déroulement de chaque tour de scrutin

Chaque délégué métropolitain, à l'appel de son nom, s'est approché de la table de vote. Il a fait constater au Président qu'il n'était porteur que d'une seule enveloppe du modèle uniforme fourni par le Pôle métropolitain. Le Président l'a constaté, sans toucher l'enveloppe que le délégué métropolitain a déposé lui-même dans l'urne ou le réceptacle prévu à cet effet. Le nombre des délégués qui n'ont pas souhaité prendre part au vote, à l'appel de leur nom, a été enregistré.

Après le vote du dernier délégué, il a été immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote. Les bulletins et enveloppes déclarés nuls et blancs par le bureau en application des articles L. 65, L. 66 et L. 268 du Code Electoral ont été sans exception signés par les membres du bureau et annexés au procès-verbal avec mention de la cause de leur annexion. Ces bulletins et enveloppes ont été annexés les premiers avec leurs enveloppes, les secondes avec leurs bulletins, le tout placé dans une enveloppe close jointe au procès-verbal portant l'indication du scrutin concerné.

Lorsque l'élection n'a pas été acquise lors d'un des deux premiers tours de scrutin, il a été procédé à un nouveau tour de scrutin.

2.4. Résultat du premier tour de scrutin

- a. Nombre de délégués présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 0
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées) : 15
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau : 0
- d. Nombre de suffrages blancs : 0
- e. Nombre de suffrages exprimés [b-(c+d)] : 15
- f. Majorité absolue³ : 8

INDIQUER LES CIVILITE, NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	EN CHIFFRES	EN TOUTES LETTRES
M. Jean LEONETTI	15	QUINZE

2.5. Proclamation de l'élection du Président

M. Jean LEONETTI a été proclamé Président et a été immédiatement installé.

3. Election des Vice-Présidents

Sous la Présidence de M. Jean LEONETTI, élu Président (ou son remplaçant en application de l'article L. 2122-17 du C.G.C.T.), le Conseil métropolitain a été invité à procéder à l'élection des Vice-présidents.

3.1. Candidats aux fonctions de Vice-présidents au Président

Le Président (ou son remplaçant) a rappelé que les Vice-présidents sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Après avoir pris acte de la candidature déposée pour le seul poste à pourvoir, le Président (ou son remplaçant) a procédé aux opérations de vote. Cette candidature a été jointe au présent procès-verbal. Elle est mentionnée dans les tableaux de résultats ci-dessous par l'indication du nom du candidat. Il a ensuite été procédé, au scrutin uninominal et à bulletins secrets, à l'élection du Vice-président au Président, sous le contrôle du bureau désigné au 2.2. et dans les conditions rappelées au 2.3.

3.2. Résultats du premier tour de scrutin pour l'élection du Vice-président au Président

- a. Nombre de délégués présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 0
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées) : 15
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau : 0
- d. Nombre de suffrages blancs : 0
- e. Nombre de suffrages exprimés [b-(c+d)] : 15
- f. Majorité absolue⁴ : 8

INDIQUER LES CIVILITE, NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	EN CHIFFRES	EN TOUTES LETTRES
M. Charles Ange GINESY	15	QUINZE

³ La majorité absolue est égale à la moitié plus un des suffrages exprimés ou, si le nombre des suffrages exprimés est impair, à la moitié du nombre pair immédiatement supérieur.

⁴ La majorité absolue est égale à la moitié plus un des suffrages exprimés ou, si le nombre des suffrages exprimés est impair, à la moitié du nombre pair immédiatement supérieur.

3.3. Proclamation de l'élection du Vice-président au Président

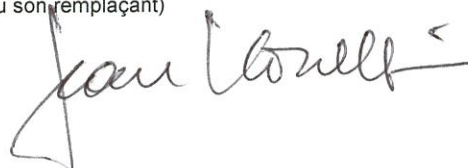
A été proclamé Vice-président et immédiatement installé, le candidat figurant susmentionné.

4. Observations et réclamations⁵

5. Clôture du procès-verbal

Le présent procès-verbal, dressé et clos, le dix janvier deux mille vingt-deux, à 16h50 en trois exemplaires⁶ a été, après lecture, signé par le Président (ou son remplaçant).

Le Président (ou son remplaçant)



⁵ Si les observations et réclamations sont trop longues pour être consignées dans cet espace, elles sont rédigées sur une feuille annexe, signée et paraphée par les membres du bureau, qui est jointe au procès-verbal. Mention de cette annexion est faite au bas du paragraphe « Observations et réclamations ».

⁶ Deux exemplaires du procès-verbal sont conservés au Secrétariat du Pôle métropolitain avec les déclarations de candidature et la feuille de proclamation. Le troisième exemplaire doit être aussitôt transmis, avec toutes les autres pièces annexées, au représentant de l'Etat.

POLE METROPOLITAIN CAP AZUR

ELECTION DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS

10 JANVIER 2022

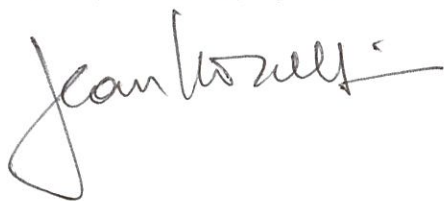
FEUILLE DE PROCLAMATION

Annexée au procès-verbal de l'élection

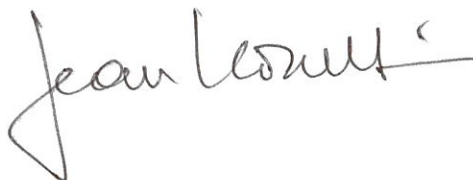
CIVILITE, NOM et PRENOM DES VICE-PRESIDENTS
(Dans l'ordre du tableau)

Civilité	NOM Prénom	Fonction	Nombre de voix obtenues
M.	LEONETTI Jean	Président	15

Le Président (ou son remplaçant),



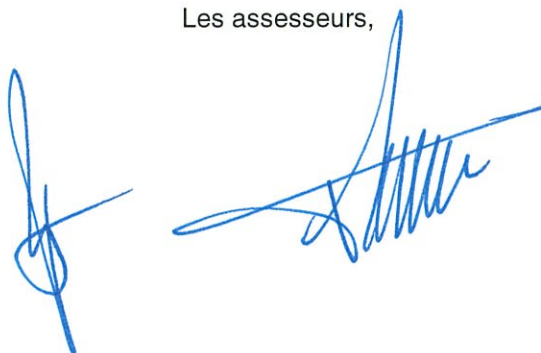
Le délégué métropolitain le plus âgé,



Le secrétaire,



Les assesseurs,



POLE METROPOLITAIN CAP AZUR

ELECTION DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS

10 JANVIER 2022

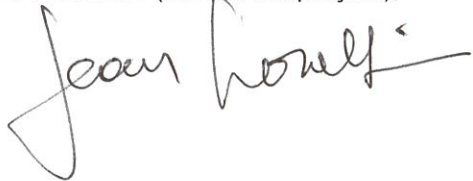
FEUILLE DE PROCLAMATION

Annexée au procès-verbal de l'élection

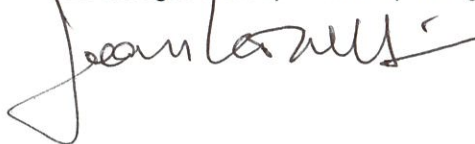
CIVILITE, NOM et PRENOM DES VICE-PRESIDENTS
(Dans l'ordre du tableau)

Civilité	NOM Prénom	Fonction	Nombre de voix obtenues
M.	Givèsy Charles-Ange	Vice-Président	15

Le Président (ou son remplaçant),



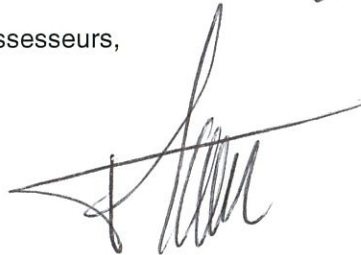
Le délégué métropolitain le plus âgé,



Le secrétaire,



Les assesseurs,





POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU LUNDI 10 JANVIER 2022 – 16H00

DELIBERATION N° 1

OBJET :
ELECTION DU PRESIDENT DU POLE METROPOLITAIN

L'an deux mille vingt-deux et le dix janvier à 16 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Charles-Anges GINESY, Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, s'est assemblé au sein de la salle polyvalente des espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 3 janvier 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du **31 JAN. 2022**

De la réception en s/Préfecture

en date du **26 JAN. 2022**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

Etaient présents :

M. Jean LEONETTI

M. Thierry OCCELLI

M. Jean-Pierre DERMIT

M. David LISNARD

M. Christophe FIORENTINO

M. Richard GALY

M. Lionel LUCA

M. Pierre CORPORANDY

M. Sébastien LEROY

Etaient représentés :

M. Jérôme VIAUD par M. Christian ORTEGA

M. Charles Ange GINESY par M. Jean-Paul DAVID

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI

M. Kevin LUCIANO par M. Frédéric POMA

M. Jean-Marc DELIA par M. Philippe SAINTE ROSE FANCHINE

M. Joseph CESARO par M. Gilbert HUGUES

Etaient absents :

M. Eric MELE, M. Yves PIGRENET, Mme Sophie ROHFRITSCH, Mme Michèle PAGANIN, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Sébastien LEROY est désigné comme secrétaire de séance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-2 et L. 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Jean LEONETTI intervient en sa qualité de doyen d'âge et proclame les résultats des élections des délégués métropolitains.

Afin de procéder à la constitution d'un bureau, M. Frédéric POMA et M. Richard GALY sont désignés en qualité d'assesseurs.

Lecture est faite des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-2, L. 2122-4 alinéa 1 et L. 2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge, prend la parole.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment les articles L. 2122-4 et suivants, L. 5211-2, L. 5711-1 et L. 5731-3 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2018 portant création du Pôle métropolitain regroupant les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, du Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur au 1er juillet 2018, modifié par arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 portant changement de dénomination du Pôle métropolitain ;

VU les statuts du Pôle métropolitain, annexés à l'arrêté préfectoral susvisé ;

VU la délibération n° CC.2020.009 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.) du 17 juillet 2020 portant sur l'élection de sept délégués métropolitains titulaires et suppléants parmi les conseillers communautaires ;

VU la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.) n° 19 du 17 juillet 2020 portant sur l'élection de sept délégués métropolitains titulaires et suppléants parmi les conseillers communautaires ;

VU la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.) du 16 juillet 2020 portant sur l'élection de quatre délégués métropolitains titulaires et suppléants parmi les conseillers communautaires ;

VU la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Alpes d'Azur du 17 juillet 2020 portant sur l'élection de deux délégués métropolitains titulaires et suppléants parmi les conseillers communautaires ;

Vu les résultats des élections municipales et communautaires des 15 mars et 28 juin 2020 de chaque Communauté d'agglomération membre du Pôle métropolitain CAP AZUR ;

VU le courrier en date du 23 décembre 2021 par lequel Monsieur David LISNARD a informé Monsieur le Préfet de sa décision de démissionner de ses fonctions de Président du Pôle métropolitain ;

VU le courrier en date du 23 décembre 2021 par lequel Monsieur le Préfet a accepté la démission de Monsieur David LISNARD en tant que Président du Pôle métropolitain ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 5731-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Pôle métropolitain est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes prévues à l'article L. 5711-1 dudit code, plus particulièrement les syndicats mixtes fermés ;

CONSIDERANT que l'article L. 5711-1 du C.G.C.T. rend applicables, aux syndicats mixtes fermés, les dispositions des chapitres I et II du Titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du présent code, dont l'article L. 5211-2 ;

CONSIDERANT que l'article L. 5211-2 du C.G.C.T. rend applicables, au Président et aux membres de l'organe délibérant des Pôles métropolitains, les dispositions relatives aux maires et aux adjoints, énoncées dans les articles L. 2122-4 et suivants du même code ;

CONSIDERANT que le Conseil métropolitain élit le Président et les Vice-présidents parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue ;

CONSIDERANT que si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative

CONSIDERANT qu'en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;

CONSIDERANT que la séance, au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Président, est présidée par le plus âgé des membres du Conseil métropolitain ;

CONSIDERANT qu'en tant que doyen d'âge, je vous invite, donc, à procéder à l'élection du Président du Pôle métropolitain et à m'indiquer, à cet effet, qui se porte candidat :

SE PORTENT CANDIDATS :

CIVILITE	NOM ET PRENOM DES CANDIDATS
M.	Jean LEONETTI

Après avoir fait procéder au vote par le dépôt des bulletins secrets de chaque délégué dans l'urne, le dépouillement des votes, par le bureau constitué *ad hoc*, a donné les résultats suivants :

Premier tour de scrutin :

Nombre de délégués présents n'ayant pas pris part au vote :	0
Nombre de votants (bulletins trouvés dans l'urne) :	15
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau :	0
Nombre de bulletins blancs :	0
Nombre de suffrages exprimés :	15
Majorité absolue :	8

ONT OBTENU :

CIVILITE, NOM et PRENOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	EN CHIFFRES	EN TOUTES LETTRES
M. Jean LEONETTI	15	QUINZE



En conséquence, ayant obtenu la majorité absolue des voix au 1er tour de scrutin, Monsieur Jean LEONETTI est proclamé Président du Pôle métropolitain et est immédiatement installé dans ses fonctions.

Le procès-verbal d'élection est joint à la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 10 janvier 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

DELIBERATION
DU CONSEIL METROPOLITAIN



POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU LUNDI 10 JANVIER 2022 – 16H00

DELIBERATION N° 2

OBJET :
DETERMINATION DU NOMBRE DE VICE-PRESIDENTS DU POLE METROPOLITAIN

L'an deux mille vingt-deux et le dix janvier à 16 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Charles-Anges GINESY, Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, s'est rassemblé au sein de la salle polyvalente des espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 3 janvier 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du **31 JAN. 2022**

De la réception en s/Préfecture

en date du **26 JAN. 2022**

Pour le Président,

Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

Etaient présents :

M. Jean LEONETTI

M. Thierry OCCELLI

M. Jean-Pierre DERMIT

M. David LISNARD

M. Christophe FIORENTINO

M. Richard GALY

M. Lionel LUCA

M. Pierre CORPORANDY

M. Sébastien LEROY

Etaient représentés :

M. Jérôme VIAUD par M. Christian ORTEGA

M. Charles Ange GINESY par M. Jean-Paul DAVID

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI

M. Kevin LUCIANO par M. Frédéric POMA

M. Jean-Marc DELIA par M. Philippe SAINTE ROSE FANCHINE

M. Joseph CESARO par M. Gilbert HUGUES

Etaient absents :

M. Eric MELE, M. Yves PIGRENET, Mme Sophie ROHFRIETSCH, Mme Michèle PAGANIN, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Sébastien LEROY est désigné comme secrétaire de séance.

Afin de procéder à la constitution d'un bureau, M. Frédéric POMA et M. Richard GALY sont désignés en qualité d'assesseurs.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

M. Jean LEONETTI, Président, prend la parole.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment les articles L. 2122-4 et suivants, L. 5211-2, L. 5211-10, L. 5711-1 et L. 5731-3 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2018 portant création du Pôle métropolitain regroupant les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, du Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur au 1^{er} juillet 2018, modifié par arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 portant changement de dénomination du Pôle métropolitain ;

VU les statuts du Pôle métropolitain, annexés à l'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 5731-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Pôle métropolitain est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes prévues à l'article L. 5711-1 dudit code, qui rend applicables, aux syndicats mixtes fermés, les dispositions des chapitres I et II du Titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du présent code, dont l'article L. 5211-2 ;

CONSIDERANT que l'article L. 5211-2 du C.G.C.T. rend applicables, au Président et aux membres de l'organe délibérant des Pôles métropolitains, les dispositions relatives aux maires et aux adjoints, énoncées dans les articles L. 2122-4 et suivants du même code ;

CONSIDERANT qu'il convient, préalablement à toute élection, de fixer le nombre de Vice-présidents qui assistera le Président dans l'exercice de ses fonctions ;

CONSIDERANT que l'article L. 5211-10 du C.G.C.T. dispose que le nombre de Vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que celui-ci puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze Vice-présidents ;

CONSIDERANT que cet article prévoit toutefois la possibilité de porter le nombre de Vice-présidents à quatre, si l'application de la règle définie à l'alinéa précédent conduit à fixer à moins de quatre le nombre des Vice-présidents ;

CONSIDERANT que cet article prévoit toutefois la possibilité de porter le nombre de Vice-présidents à quatre, si l'application de la règle définie à l'alinéa précédent conduit à fixer à moins de quatre le nombre des Vice-présidents ;

CONSIDERANT que l'organe délibérant peut aussi, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de Vice-présidents supérieur à celui qui résulte de l'application des deuxième et troisième alinéas de l'article L. 5211-10 du C.G.C.T., sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif et le nombre de quinze ;

CONSIDERANT que le Conseil métropolitain est composé de 20 membres et que le nombre maximum autorisé de Vice-présidents est donc de quatre ;

CONSIDERANT qu'il est proposé toutefois de fixer à un le nombre de Vice-président permettant ainsi de réserver prioritairement le poste au Président de l'E.P.C.I. qui dispose du plus petit nombre de sièges au sein du Conseil métropolitain ;

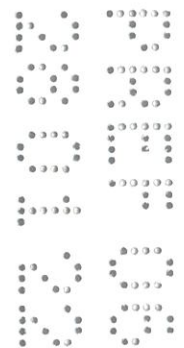
En conséquence, le Conseil métropolitain

- FIXE à un le nombre de poste de Vice-présidents au sein du Pôle métropolitain.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 10 janvier 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI





POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU LUNDI 10 JANVIER 2022 – 16H00

DELIBERATION N° 3

OBJET :
ELECTION DU VICE PRESIDENT DU POLE METROPOLITAIN

L'an deux mille vingt-deux et le dix janvier à 16 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Charles-Anges GINESY, Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, s'est assemblé au sein de la salle polyvalente des espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 3 janvier 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du **31 JAN. 2022**

De la réception en s/Préfecture

en date du **26 JAN. 2022**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

Etaient présents :

M. Jean LEONETTI

M. Thierry OCCELLI

M. Jean-Pierre DERMIT

M. David LISNARD

M. Christophe FIORENTINO

M. Richard GALY

M. Lionel LUCA

M. Pierre CORPORAUDY

M. Sébastien LEROY

Etaient représentés :

M. Jérôme VIAUD par M. Christian ORTEGA

M. Charles Ange GINESY par M. Jean-Paul DAVID

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI

M. Kevin LUCIANO par M. Frédéric POMA

M. Jean-Marc DELIA par M. Philippe SAINTE ROSE FANCHINE

M. Joseph CESARO par M. Gilbert HUGUES

Etaient absents :

M. Eric MELE, M. Yves PIGRENET, Mme Sophie ROHFRITSCH, Mme Michèle PAGANIN, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Sébastien LEROY est désigné comme secrétaire de séance.

Afin de procéder à la constitution d'un bureau, M. Frédéric POMA et M. Richard GALY sont désignés en qualité d'assesseurs.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

M. Jean LEONETTI, Président, prend la parole.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment les articles L. 2122-4 et suivants, L. 5211-2, L. 5211-10, L. 5711-1 et L. 5731-3 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2018 portant création du Pôle métropolitain regroupant les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, du Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur au 1^{er} juillet 2018, modifié par arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 portant changement de dénomination du Pôle métropolitain ;

VU les statuts du Pôle métropolitain, annexés à l'arrêté préfectoral susvisé ;

VU la délibération du Conseil métropolitain n° 2 du 25 janvier 2019 fixant le nombre de Vice-président à un au sein du Pôle métropolitain ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 5731-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Pôle métropolitain est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes prévues à l'article L. 5711-1 dudit code, qui rend applicables, aux syndicats mixtes fermés, les dispositions des chapitres I et II du Titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du présent code, dont l'article L. 5211-2 ;

CONSIDERANT que l'article L. 5211-2 du C.G.C.T. rend applicables, au Président et aux membres de l'organe délibérant des Pôles métropolitains, les dispositions relatives aux maires et aux adjoints, énoncées dans les articles L. 2122-4 et suivants du même code ;

CONSIDERANT que, par délibération n° 2 du 25 janvier 2019, le Conseil métropolitain a fixé à un le nombre de Vice-président au sein du Pôle métropolitain ;

CONSIDERANT que le Conseil métropolitain élit le Président et les Vice-présidents parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue ;

CONSIDERANT que si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ;

CONSIDERANT qu'en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;

CONSIDERANT qu'en tant que Président, je vous invite, donc, à procéder à l'élection d'un Vice-président au sein du Pôle métropolitain au scrutin uninominal et à m'indiquer, à cet effet, qui se porte candidat pour ce poste à pourvoir ;

SE PORTENT CANDIDATS :

CIVILITE	NOM ET PRENOM DES CANDIDATS
M.	GINESY Charles-Ange

Après avoir fait procéder au vote par le dépôt des bulletins secrets de chaque délégué dans l'urne, le dépouillement des votes, par le bureau constitué *ad hoc*, a donné les résultats suivants :

Premier tour de scrutin :

Nombre de délégués présents n'ayant pas pris part au vote : 0
Nombre de votants (bulletins trouvés dans l'urne) : 15
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau : 0
Nombre de bulletins blancs : 0
Nombre de suffrages exprimés : 15
Majorité absolue : 8

ONT OBTENU :

CIVILITE, NOM et PRENOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	EN CHIFFRES	EN TOUTES LETTRES
M. GINESY Charles-Ange	15	QUINZE

En conséquence, ayant obtenu la majorité absolue des voix au 1er tour de scrutin, Monsieur Charles-Ange GINESY est proclamé Vice-président du Pôle métropolitain et est immédiatement installé dans ses fonctions.

Le Conseil métropolitain prend acte des résultats de l'élection de ce Vice-président sus énoncé.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 10 janvier 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI





POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU LUNDI 10 JANVIER 2022 – 16H00

DELIBERATION N° 4

OBJET :
COMPOSITION DU BUREAU DU POLE METROPOLITAIN

L'an deux mille vingt-deux et le dix janvier à 16 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Charles-Anges GINESY, Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, s'est rassemblé au sein de la salle polyvalente des espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 3 janvier 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du **31 JAN. 2022**

De la réception en s/Préfecture

en date du **26 JAN. 2022**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

Etaient présents :

M. Jean LEONETTI

M. Thierry OCCELLI

M. Jean-Pierre DERMIT

M. David LISNARD

M. Christophe FIORENTINO

M. Richard GALY

M. Lionnel LUCA

M. Pierre CORPORANDY

M. Sébastien LEROY

Etaient représentés :

M. Jérôme VIAUD par M. Christian ORTEGA

M. Charles Ange GINESY par M. Jean-Paul DAVID

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI

M. Kévin LUCIANO par M. Frédéric POMA

M. Jean-Marc DELIA par M. Philippe SAINTE ROSE FANCHINE

M. Joseph CESARO par M. Gilbert HUGUES

Etaient absents :

M. Eric MELE, M. Yves PIGRENET, Mme Sophie ROHFRIETSCH, Mme Michèle PAGANIN, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Sébastien LEROY est désigné comme secrétaire de séance.

Afin de procéder à la constitution d'un bureau, M. Frédéric POMA et M. Richard GALY sont désignés en qualité d'assesseurs.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

M. Jean LEONETTI, Président, prend la parole.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment les articles L. 2122-4 et suivants, L. 5211-2, L. 5211-10, L. 5711-1 et L. 5731-3 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2018 portant création du Pôle métropolitain regroupant les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, du Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur au 1^{er} juillet 2018, modifié par arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 portant changement de dénomination du Pôle métropolitain ;

VU les statuts du Pôle métropolitain, annexés à l'arrêté préfectoral susvisé, plus particulièrement l'article 13 ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 5731-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Pôle métropolitain est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes prévues à l'article L. 5711-1 dudit code, qui rend applicables, aux syndicats mixtes fermés, les dispositions des chapitres I et II du Titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du présent code, dont l'article L. 5211-2 ;

CONSIDERANT que l'article L. 5211-2 du C.G.C.T. rend applicables, au Président et aux membres de l'organe délibérant des Pôles métropolitains, les dispositions relatives aux maires et aux adjoints, énoncées dans les articles L. 2122-4 et suivants du même code ;

CONSIDERANT qu'il convient, préalablement à toute élection, de fixer le nombre de membres qui siégera au sein du Bureau métropolitain ;

CONSIDERANT que, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du C.G.C.T., le Bureau métropolitain est composé du Président, d'un ou plusieurs Vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres ;

CONSIDERANT que le mandat des membres du Bureau métropolitain prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant ;

CONSIDERANT que le Pôle métropolitain regroupe quatre membres et qu'il est proposé de constituer un bureau composé du Président, du Vice-président ainsi que de deux autres représentants, tous issus d'un membre différent du Pôle métropolitain, conformément aux dispositions de l'article 13 des statuts susvisés ;

En conséquence, le Conseil métropolitain

- FIXE à quatre le nombre de membres qui siégera au Bureau métropolitain du Pôle métropolitain, soit le Président, le Vice-président et deux autres membres.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 10 janvier 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU LUNDI 10 JANVIER 2022 – 16H00

DELIBERATION N° 5

OBJET :
ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU DU POLE METROPOLITAIN

L'an deux mille vingt-deux et le dix janvier à 16 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Charles-Anges GINESY, Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, s'est assemblé au sein de la salle polyvalente des espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 3 janvier 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du **31 JAN. 2022**

De la réception en s/Préfecture

en date du **26 JAN. 2022**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

Etaient présents :

M. Jean LEONETTI

M. Thierry OCCELLI

M. Jean-Pierre DERMIT

M. David LISNARD

M. Christophe FIORENTINO

M. Richard GALY

M. Lionnel LUCA

M. Pierre CORPORANDY

M. Sébastien LEROY

Etaient représentés :

M. Jérôme VIAUD par M. Christian ORTEGA

M. Charles Ange GINESY par M. Jean-Paul DAVID

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI

M. Kevin LUCIANO par M. Frédéric POMA

M. Jean-Marc DELIA par M. Philippe SAINTE ROSE FANCHINE

M. Joseph CESARO par M. Gilbert HUGUES

Etaient absents :

M. Eric MELE, M. Yves PIGRENET, Mme Sophie ROHFRIETSCH, Mme Michèle PAGANIN, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Sébastien LEROY est désigné comme secrétaire de séance.

Afin de procéder à la constitution d'un bureau, M. Frédéric POMA et M. Richard GALY sont désignés en qualité d'assesseurs.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

M. Jean LEONETTI, Président, prend la parole.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment les articles L. 2122-4 et suivants, L. 5211-2, L. 5211-10, L. 5711-1 et L. 5731-3 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2018 portant création du Pôle métropolitain regroupant les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, du Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur au 1^{er} juillet 2018, modifié par arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 portant changement de dénomination du Pôle métropolitain ;

VU les statuts du Pôle métropolitain, annexés à l'arrêté préfectoral susvisé, plus particulièrement l'article 13 ;

VU la délibération du Conseil métropolitain n° 4 du 25 janvier 2019 fixant à quatre le nombre de membres siégeant au sein du Bureau métropolitain du Pôle métropolitain ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 5731-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Pôle métropolitain est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes prévues à l'article L. 5711-1 dudit code, qui rend applicables, aux syndicats mixtes fermés, les dispositions des chapitres I et II du Titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du présent code, dont l'article L. 5211-2 ;

CONSIDERANT que l'article L. 5211-2 du C.G.C.T. rend applicables, au Président et aux membres de l'organe délibérant des Pôles métropolitains, les dispositions relatives aux maires et aux adjoints, énoncées dans les articles L. 2122-4 et suivants du même code ;

CONSIDERANT que, par délibération n° 4 du 25 janvier 2019, le Conseil métropolitain a fixé à quatre le nombre de membres siégeant au sein du Bureau métropolitain ;

CONSIDERANT que le Bureau métropolitain est composé du Président, d'un Vice-président et de deux autres membres élus parmi les délégués métropolitains ;

CONSIDERANT que les membres du Bureau métropolitain doivent être désignés au scrutin uninominal, soit au scrutin secret et à la majorité absolue ;

CONSIDERANT que si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ;

CONSIDERANT qu'en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;

CONSIDERANT que le mandat des membres du Bureau métropolitain prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant ;

CONSIDERANT qu'en tant que Président, je vous invite, donc, à déterminer la composition du Bureau métropolitain du Pôle métropolitain comprenant :

- Monsieur Jean LEONETTI, Président ;
- Monsieur Charles-Ange GINESY, Vice-président ;
- ainsi que deux autres membres désignés ci-après :

CONSIDERANT qu'en tant que Président, je vous invite, à présent, à procéder à l'élection des deux autres membres du Bureau métropolitain du Pôle métropolitain, élus parmi les délégués métropolitains au scrutin uninominal (scrutin secret et à la majorité absolue), et à m'indiquer, à cet effet, qui se porte candidat :

1- Election du 1^{er} délégué métropolitain :

SE PORTENT CANDIDATS :

CIVILITE	NOM ET PRENOM DES CANDIDATS
M.	LISNARD David

Après avoir fait procéder au vote par le dépôt des bulletins secrets de chaque délégué dans l'urne, le dépouillement des votes, par le bureau constitué *ad hoc*, a donné les résultats suivants :

Premier tour de scrutin :

Nombre de délégués présents n'ayant pas pris part au vote : 0
Nombre de votants (bulletins trouvés dans l'urne) : 15
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau : 0
Nombre de bulletins blancs : 0
Nombre de suffrages exprimés : 15
Majorité absolue : 8

ONT OBTENU :

CIVILITE, NOM et PRENOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	EN CHIFFRES	EN TOUTES LETTRES
M. LISNARD David	15	QUINZE

En conséquence, ayant obtenu la majorité absolue des voix au 1^{er} tour de scrutin, Monsieur David LISNARD est proclamé membre du Bureau métropolitain du Pôle métropolitain et est immédiatement installé dans ses fonctions.

2- Election du 2^{ème} délégué métropolitain :

Il est procédé aux mêmes opérations de vote que pour le 1^{er} délégué métropolitain.

En conséquence, ayant obtenu la majorité absolue des voix au 1^{er} tour de scrutin, Monsieur Jérôme VIAUD est proclamé membre du Bureau métropolitain du Pôle métropolitain et est immédiatement installé dans ses fonctions.

Le Conseil métropolitain prend acte de la composition sus énoncée ainsi que, conformément aux dispositions du C.G.C.T., des résultats de l'élection des deux membres du Bureau, élus parmi les délégués métropolitains, qui siègeront en son sein.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 10 janvier 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU LUNDI 10 JANVIER 2022 – 16H00

DELIBERATION N° 6

OBJET :
DELEGATION DU CONSEIL METROPOLITAIN DU POLE METROPOLITAIN AU PRESIDENT

L'an deux mille vingt-deux et le dix janvier à 16 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Charles-Anges GINESY, Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, s'est assemblé au sein de la salle polyvalente des espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 3 janvier 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du **31 JAN. 2022**

De la réception en s/Préfecture

en date du **26 JAN. 2022**

Pour le Président,

Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

Etaient présents :

M. Jean LEONETTI

M. Thierry OCCELLI

M. Jean-Pierre DERMIT

M. David LISNARD

M. Christophe FIORENTINO

M. Richard GALY

M. Lionel LUCA

M. Pierre CORPORANDY

M. Sébastien LEROY

Etaient représentés :

M. Jérôme VIAUD par M. Christian ORTEGA

M. Charles Ange GINESY par M. Jean-Paul DAVID

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI

M. Kévin LUCIANO par M. Frédéric POMA

M. Jean-Marc DELIA par M. Philippe SAINTE ROSE FANCHINE

M. Joseph CESARO par M. Gilbert HUGUES

Etaient absents :

M. Eric MELE, M. Yves PIGRENET, Mme Sophie ROHFRIETSCH, Mme Michèle PAGANIN, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Sébastien LEROY est désigné comme secrétaire de séance.

Afin de procéder à la constitution d'un bureau, M. Frédéric POMA et M. Richard GALY sont désignés en qualité d'assesseurs.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

M. Jean LEONETTI, Président, prend la parole.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment les articles L. 2122-18, L. 2122-22, L. 2122-23, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5711-1 et L. 5731-3 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2018 portant création du Pôle métropolitain regroupant les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, du Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur au 1^{er} juillet 2018, modifié par arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 portant changement de dénomination du Pôle métropolitain ;

VU les nouveaux statuts du Pôle métropolitain CAP Azur ;

VU la délibération du Conseil métropolitain n° 1 du 25 janvier 2019 portant élection du Président du Pôle métropolitain ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 5731-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Pôle métropolitain CAP Azur est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes prévues à l'article L. 5711-1 dudit code, qui rend applicables, aux syndicats mixtes fermés, les dispositions des chapitres I et II du Titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du présent code, dont l'article L. 5211-10 ;

CONSIDERANT que le Président peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- de l'approbation du compte administratif ;
- des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- de la délégation de la gestion d'un service public ;
- des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville ;

CONSIDERANT que, lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation du Conseil métropolitain ;

CONSIDERANT que les dispositions du chapitre II du Titre 2 du Livre I de la 2^{ème} partie du C.G.C.T. relatives au maire et aux adjoints sont applicables au Président et membres des syndicats mixtes fermés ;

CONSIDERANT que l'organe délibérant du Pôle métropolitain CAP Azur peut, ainsi, déléguer librement ses attributions au Président, dans tous domaines autres que les sept sus énoncés ;

CONSIDERANT qu'afin d'optimiser le fonctionnement et la bonne administration des affaires du Pôle métropolitain, il est proposé de transposer une partie des dispositions de l'article L. 2122-22 du C.G.C.T. ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, par conséquent, de déléguer au Président du Pôle métropolitain les compétences ci-dessous énumérées, qu'il peut subdéléguer en application des dispositions combinées des articles susvisés ;

En conséquence, il est proposé Conseil métropolitain de :

- DELEGUER au Président, pour la durée de son mandat, les compétences suivantes :

- Procéder, dans les limites des crédits inscrits au budget métropolitain, à la réalisation de tous les emprunts (court, moyen ou long terme) destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres, de travaux, de prestations intellectuelles, de fournitures et de services à procédure adaptée, lorsque les crédits sont inscrits au budget, d'un montant inférieur à un seuil défini par décret, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
- Créer, modifier et supprimer les régies comptables de recettes et d'avances nécessaires au fonctionnement des services métropolitains ;
- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- Passer des chartes sans incidence financière ;
- Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Décider de la mise à disposition de locaux, terrains ou autres éléments du patrimoine du Pôle métropolitain à titre gratuit pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Approuver les règlements intérieurs, les règlements de copropriété ou tous autres documents relatifs à l'utilisation du patrimoine du Pôle métropolitain, hors conditions tarifaires ;
- Approuver les règlements intérieurs, sans incidence financière, pour les événements et/ou manifestations métropolitaines ;
- Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 10 000 €, y compris par mise aux enchères publiques ;
- Passer les contrats d'assurance et avenants afférents ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

- Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules métropolitains, quel qu'en soit le montant, accepter les indemnités de sinistre y afférentes, régler les montants en responsabilité civile de toute nature que ce soit ;
 - Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
 - Intenter au nom du Pôle métropolitain les actions en justice ou de défendre le Pôle métropolitain dans les actions intentées contre lui, en demande comme en défense, en première instance comme en appel ou en cassation, devant les juridictions administrative, civile et pénale. Cette délégation s'applique aux dépôts de plainte, avec ou sans constitution de partie civile, déposés au nom du Pôle métropolitain ainsi qu'aux contrats d'assurance souscrits par le Pôle métropolitain au cas où il est nécessaire de mandater l'assureur pour exercer des recours en lieu et place de celui-ci. Il est également possible de transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 € ;
- DIRE QUE, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du C.G.C.T., le Président rendra compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant lors de chaque réunion du Conseil métropolitain.

LE CONSEIL METROPOLITAIN, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- DE DELEGUER au Président, pour la durée de son mandat, les compétences suivantes :
- Procéder, dans les limites des crédits inscrits au budget métropolitain, à la réalisation de tous les emprunts (court, moyen ou long terme) destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
 - Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres, de travaux, de prestations intellectuelles, de fournitures et de services à procédure adaptée, lorsque les crédits sont inscrits au budget, d'un montant inférieur à un seuil défini par décret, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
 - Créer, modifier et supprimer les régies comptables de recettes et d'avances nécessaires au fonctionnement des services métropolitains ;
 - Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
 - Passer des chartes sans incidence financière ;
 - Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
 - Décider de la mise à disposition de locaux, terrains ou autres éléments du patrimoine du Pôle métropolitain à titre gratuit pour une durée n'excédant pas douze ans ;

- Approuver les règlements intérieurs, les règlements de copropriété ou tous autres documents relatifs à l'utilisation du patrimoine du Pôle métropolitain, hors conditions tarifaires ;
 - Approuver les règlements intérieurs, sans incidence financière, pour les événements et/ou manifestations métropolitaines ;
 - Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 10 000 €, y compris par mise aux enchères publiques ;
 - Passer les contrats d'assurance et avenants afférents ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
 - Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules métropolitains, quel qu'en soit le montant, accepter les indemnités de sinistre y afférentes, régler les montants en responsabilité civile de toute nature que ce soit ;
 - Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
 - Intenter au nom du Pôle métropolitain les actions en justice ou de défendre le Pôle métropolitain dans les actions intentées contre lui, en demande comme en défense, en première instance comme en appel ou en cassation, devant les juridictions administrative, civile et pénale. Cette délégation s'applique aux dépôts de plainte, avec ou sans constitution de partie civile, déposés au nom du Pôle métropolitain ainsi qu'aux contrats d'assurance souscrits par le Pôle métropolitain au cas où il est nécessaire de mandater l'assureur pour exercer des recours en lieu et place de celui-ci. Il est également possible de transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 € ;
- DIRE QUE, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du C.G.C.T., le Président rendra compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant lors de chaque réunion du Conseil métropolitain.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 10 janvier 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU LUNDI 10 JANVIER 2022 – 16H00

DELIBERATION N° 7

OBJET :

DELEGATION DU CONSEIL METROPOLITAIN DU POLE METROPOLITAIN AU BUREAU

L'an deux mille vingt-deux et le dix janvier à 16 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Charles-Anges GINESY, Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, s'est assemblé au sein de la salle polyvalente des espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 3 janvier 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du **31 JAN. 2022**

De la réception en s/Préfecture

en date du **26 JAN. 2022**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

Etaient présents :

M. Jean LEONETTI
M. Thierry OCCELLI
M. Jean-Pierre DERMIT

M. David LISNARD
M. Christophe FIORENTINO
M. Richard GALY

M. Lionel LUCA
M. Pierre CORPORANDY
M. Sébastien LEROY

Etaient représentés :

M. Jérôme VIAUD par M. Christian ORTEGA
M. Charles Ange GINESY par M. Jean-Paul DAVID
Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI
M. Kevin LUCIANO par M. Frédéric POMA
M. Jean-Marc DELIA par M. Philippe SAINTE ROSE FANCHINE
M. Joseph CESARO par M. Gilbert HUGUES

Etaient absents :

M. Eric MELE, M. Yves PIGRENET, Mme Sophie ROHFRITSCH, Mme Michèle PAGANIN, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Sébastien LEROY est désigné comme secrétaire de séance.

Afin de procéder à la constitution d'un bureau, M. Frédéric POMA et M. Richard GALY sont désignés en qualité d'assesseurs.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge, prend la parole.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment les articles L. 2122-18, L. 2122-22, L. 2122-23, L. 5211-2, L. 5211-10, L. 5711-1 et L. 5731-3 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2018 portant création du Pôle métropolitain regroupant les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, du Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur au 1^{er} juillet 2018, modifié par arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 portant changement de dénomination du Pôle métropolitain ;

VU les nouveaux statuts du Pôle métropolitain CAP Azur ;

VU la délibération du Conseil métropolitain n° 1 du 25 janvier 2019 portant élection du Président du Pôle métropolitain ;

VU les délibérations du Conseil métropolitain n° 4 et n° 5 du 25 janvier 2019 portant respectivement composition du Bureau du Pôle métropolitain et élection de ses membres ;

VU la délibération du Conseil métropolitain n° 6 du 25 janvier 2019 portant délégation du Conseil métropolitain du Pôle métropolitain au Président ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 5731-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Pôle métropolitain CAP Azur est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes prévues à l'article L. 5711-1 dudit code, qui rend applicables, aux syndicats mixtes fermés, les dispositions des chapitres I et II du Titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du présent code, dont l'article L. 5211-10 ;

CONSIDERANT que le Bureau métropolitain peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- de l'approbation du compte administratif ;
- des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- de la délégation de la gestion d'un service public ;
- des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville ;

CONSIDERANT que, lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation du Conseil métropolitain ;

CONSIDERANT que les dispositions du chapitre II du Titre 2 du Livre I de la 2^{ème} partie du C.G.C.T. relatives au maire et aux adjoints sont applicables au Président et membres du bureau des syndicats mixtes fermés ;

CONSIDERANT que l'organe délibérant du Pôle métropolitain CAP Azur peut, ainsi, déléguer librement ses attributions au Bureau, dans tous domaines autres que les sept sus énoncés ;

CONSIDERANT qu'afin d'optimiser le fonctionnement et la bonne administration des affaires du Pôle métropolitain, il est proposé de transposer une partie des dispositions de l'article L. 2122-22 du C.G.C.T. ;

CONSIDERANT la délibération n° 6 du 25 janvier 2019 par laquelle le Conseil métropolitain a donné délégation au Président ;

CONSIDERANT qu'il est proposé de déléguer au Bureau métropolitain, pour la durée de son mandat et à l'exception des domaines énoncés dans l'article L. 5211-10 du C.G.C.T., les compétences ci-dessous énumérées, en complément des délégations attribuées au Président tels qu'énumérées ci-dessus ;

En conséquence, il est proposé au Conseil métropolitain de :

- DELEGUER au Bureau métropolitain, à l'exception des dispositions énoncées dans l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et en complément des délégations attribuées au Président, pour exercer l'ensemble des compétences suivantes :
 - Accorder les garanties d'emprunts, cautions et autres crédits-bails au nom du Pôle métropolitain ;
 - Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres, de travaux, de prestations intellectuelles, de fournitures et de services, à procédure formalisée, lorsque les crédits sont inscrits au budget, d'un montant supérieur à un seuil défini par décret, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
 - Prendre toutes les décisions en matière de subventions à recevoir ou à accorder par le Pôle métropolitain ainsi que toutes les démarches administratives et financières à mener (réponse aux appels à projets, etc.) ;
 - Accorder les fonds de concours aux membres du Pôle métropolitain ;
 - Décider l'adhésion à des organismes, sauf à des établissements publics, et accepter le paiement des cotisations correspondantes ;
 - Autoriser à signer et à déposer les demandes d'autorisation d'utilisation ou d'occupation du sol, notamment les permis de construire, de démolir, d'aménager, les déclarations préalables, toutes autres autorisations et actes d'urbanisme ;
 - Arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services métropolitains ;
 - Procéder aux acquisitions et cessions foncières n'excédant pas un montant de 15 000 € ainsi qu'effectuer toutes les démarches préalables qui en découlent ;

- Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres du Pôle métropolitain à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes ;
 - Exercer, au nom du Pôle métropolitain, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que celui-ci en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, dans les limites fixées par l'article L. 5211-10 du C.G.C.T. ;
 - Exercer au nom du Pôle métropolitain, dans les secteurs déclarés d'intérêt métropolitain, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du Code de l'Urbanisme ;
- DIRE QUE le Président rendra compte des travaux du Bureau métropolitain, exercés par délégation, lors de chacune des réunions de l'organe délibérant du Pôle métropolitain CAP Azur.

LE CONSEIL METROPOLITAIN, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- DE DELEGUER au Bureau métropolitain, à l'exception des dispositions énoncées dans l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et en complément des délégations attribuées au Président, pour exercer l'ensemble des compétences suivantes :
- Accorder les garanties d'emprunts, cautions et autres crédits-bails au nom du Pôle métropolitain ;
 - Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres, de travaux, de prestations intellectuelles, de fournitures et de services, à procédure formalisée, lorsque les crédits sont inscrits au budget, d'un montant supérieur à un seuil défini par décret, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
 - Prendre toutes les décisions en matière de subventions à recevoir ou à accorder par le Pôle métropolitain ainsi que toutes les démarches administratives et financières à mener (réponse aux appels à projets, etc.) ;
 - Accorder les fonds de concours aux membres du Pôle métropolitain ;
 - Décider l'adhésion à des organismes, sauf à des établissements publics, et accepter le paiement des cotisations correspondantes ;
 - Autoriser à signer et à déposer les demandes d'autorisation d'utilisation ou d'occupation du sol, notamment les permis de construire, de démolir, d'aménager, les déclarations préalables, toutes autres autorisations et actes d'urbanisme ;
 - Arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services métropolitains ;
 - Procéder aux acquisitions et cessions foncières n'excédant pas un montant de 15 000 € ainsi qu'effectuer toutes les démarches préalables qui en découlent ;

- Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres du Pôle métropolitain à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes ;
 - Exercer, au nom du Pôle métropolitain, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que celui-ci en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, dans les limites fixées par l'article L. 5211-10 du C.G.C.T. ;
 - Exercer au nom du Pôle métropolitain, dans les secteurs déclarés d'intérêt métropolitain, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du Code de l'Urbanisme ;
- DIRE QUE le Président rendra compte des travaux du Bureau métropolitain, exercés par délégation, lors de chacune des réunions de l'organe délibérant du Pôle métropolitain CAP Azur.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 10 janvier 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI





POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU LUNDI 10 JANVIER 2022 – 16H00

DELIBERATION N° 8

OBJET :
**RENONCIATION AU VERSEMENT DES INDEMNITES DE FONCTIONS DU PRESIDENT, DU
VICE-PRESIDENT ET DES DELEGUES METROPOLITAINS**

L'an deux mille vingt-deux et le dix janvier à 16 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Charles-Anges GINESY, Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, s'est assemblé au sein de la salle polyvalente des espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 3 janvier 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du **31 JAN. 2022**

De la réception en s/Préfecture

en date du **26 JAN. 2022**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

Etaient présents :

M. Jean LEONETTI
M. Thierry OCCELLI
M. Jean-Pierre DERMIT

M. David LISNARD
M. Christophe FIORENTINO
M. Richard GALY

M. Lionnel LUCA
M. Pierre CORPORAANDY
M. Sébastien LEROY

Etaient représentés :

M. Jérôme VIAUD par M. Christian ORTEGA
M. Charles Ange GINESY par M. Jean-Paul DAVID
Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI
M. Kévin LUCIANO par M. Frédéric POMA
M. Jean-Marc DELIA par M. Philippe SAINTE ROSE FANCHINE
M. Joseph CESARO par M. Gilbert HUGUES

Etaient absents :

M. Eric MELE, M. Yves PIGRENET, Mme Sophie ROHFRITSCH, Mme Michèle PAGANIN, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Sébastien LEROY est désigné comme secrétaire de séance.

Afin de procéder à la constitution d'un bureau, M. Frédéric POMA et M. Richard GALY sont désignés en qualité d'assesseurs.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

M. Jean LEONETTI, Président, prend la parole.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment les articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-2, L. 5211-10, L. 5211-12, L. 2122-15, L. 2123-24-1 et R. 5212-1 ;

VU la loi n° 2000-295 du 5 avril 2000 relative à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice ;

VU la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe) ;

VU la loi n° 2016-341 du 23 mars 2016 visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation et relative aux conditions d'exercice des mandats des membres des syndicats de communes et des syndicats mixtes ;

VU le décret n° 2000-168 du 29 février 2000 relatif aux indemnités de fonctions des présidents et vice-présidents des établissements publics de coopération intercommunale mentionnés à l'article L. 5211-12 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le décret n° 2004-615 du 25 juin 2004 relatif aux indemnités de fonctions des présidents et vice-présidents des établissements publics de coopération intercommunale mentionnés à l'article L. 5211-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et des syndicats mixtes mentionnés à l'article L. 5721-8 du même code ;

VU le décret n° 2010-761 du 7 juillet 2010 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation ;

VU le décret n° 2016-670 du 25 mai 2016 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation ;

VU le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation ;

VU la délibération du Conseil métropolitain n° 8 du 2 juillet 2018, portant renonciation au versement des indemnités de fonction du Président, du Vice-président et des délégués métropolitains ;

CONSIDERANT que l'article R. 5212-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) fixe les taux maxima des indemnités de fonction des Présidents et Vice-présidents des syndicats mixtes fermés ;

CONSIDERANT qu'il appartient au Pôle métropolitain, syndicat mixte fermé doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, de déterminer les taux des indemnités des Président et Vice-président pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maxima fixés par la loi ;

CONSIDERANT que, pour un syndicat mixte fermé ayant une population de plus de 200 000 habitants, le taux maximal de l'indemnité de fonction d'un président en pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique en vigueur (pour information 1022 au 1^{er} juillet 2017) ne peut dépasser 37,41 % ;

CONSIDERANT que, pour un syndicat mixte fermé ayant une population de plus de 200 000 habitants, le taux maximal de l'indemnité de fonction d'un vice-président en pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique en vigueur ne peut dépasser 18,70 % ;

CONSIDERANT que les Présidents des quatre E.P.C.I. membres du Pôle métropolitain, soit M. Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.), M. David LISNARD, Président de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), M. Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.) et M. Charles-Ange GINESY, Président de la Communauté de Communes Alpes d'Azur, ont souhaité qu'aucun membre du Pôle métropolitain ne perçoive d'indemnités de fonctions ;

CONSIDERANT qu'au regard de la mise en œuvre de la nouvelle gouvernance adoptée par délibération n°4 du Conseil métropolitain du 25 janvier 2019, il convient d'acter le fait qu'aucun membre du Pôle métropolitain, à savoir Président, Vice-président et délégués métropolitains, ne percevra d'indemnités au titre de l'exercice de leur mandat au sein dudit pôle ;

En conséquence, il est proposé au Conseil métropolitain de prendre acte :

- qu'aucun membre du Pôle métropolitain, à savoir Président, Vice-président et délégués métropolitains, ne percevra d'indemnités de fonctions pour l'exercice de leur mission au sein dudit pôle ;
- que cette renonciation au versement d'indemnités de fonctions au profit du Président, Vice-président et délégués métropolitains prendra effet à compter du 03 juillet 2018.

LE CONSEIL METROPOLITAIN, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- qu'aucun membre du Pôle métropolitain, à savoir Président, Vice-président et délégués métropolitains, ne percevra d'indemnités de fonctions pour l'exercice de leur mission au sein dudit pôle ;
- que cette renonciation au versement d'indemnités de fonctions au profit du Président, Vice-président et délégués métropolitains prendra effet à compter du 03 juillet 2018.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 10 janvier 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI